

# Les agresseurs français au Vietnam vont-ils déposer le bilan ?

Il y a huit ans. Le 19 décembre 1946, à 20 heures 3 minutes, l'état-major des troupes françaises (général Valluy) déclenchait l'agression contre la République du Vietnam à Hanoi la capitale. Proclamée par Ho Chi Minh le 2 septembre 1945 et reconnue par la République Française par les accords du 6 mars 1946 l'existence et l'indépendance de l'Etat vietnamien sont des faits historiques que seuls les falsificateurs bourgeois peuvent essayer d'effacer.

Les communistes libertaires peuvent contester la valeur révolutionnaire réelle de l'organisation imposée par les événements au mouvement de résistance vietnamien (Viet-minh) mais ne peuvent oublier qu'il y avait au départ d'un côté : l'impérialisme français agresseur et oppresseur séculaire.

Et de l'autre : un mouvement populaire de libération faisant l'expérience de la révolution.

Si depuis, les rapports sont devenus plus complexes entre les forces en présence leur opposition reste fondamentalement la même.

Du côté de l'impérialisme, les Etats-Unis ont pris en grande partie la relève financière de la France et semblent plus intéressés qu'elle à la poursuite de la guerre.

Néanmoins si les Etats-Unis dans le cadre de leur politique stratégique générale renforcent le front de l'impérialisme, ce sont certains milieux français qui tirent encore le plus grand profit de cette guerre.

La guerre payée par l'ensemble des contribuables, donc surtout par les travailleurs, a rapporté des bénéfices énormes aux intérêts économiques français en Indochine (exploitation des mines et des plantations, commandes de l'armée, trafic de piastre) au centre desquels se trouve la Banque de l'Indochine première puissance financière française. Ces bénéfices de toute sorte peuvent durer et s'amplifier tant que durera la guerre mais comme elle ne peut être éternelle les intérêts en question ont depuis plusieurs années déjà amorcé un repli

sur des bases plus sûres notamment au Maroc et en Afrique Noire.

Cette perspective de repli est aussi celle des milieux militaires. Le besoin de toutes les ressources. Le besoin de la bourgeoisie française tant pour mener la politique colonialiste en Afrique du Nord que pour tenir tête à sa rivale allemande dans sa politique « européenne ».

La guerre du Vietnam si elle continue à être une guerre fructueuse pour certains milieux est néanmoins une guerre d'usure pour l'ensemble de l'économie bourgeoise nationale.

Il y a donc conflit de plus en plus ouvert entre les différents clans bourgeois jusqu'au sein même du gouvernement (par exemple entre Bidault et Reynaud). Le gouvernement devant la pression populaire doit faire montre de plus de pacifisme et Laniel doit envisager la négociation repoussée depuis huit ans.

J. P.  
(Suite page 2, col. 2.)

## Est-ce la fin de Franco ?

LES accords militaires conclus entre Eisenhower et Franco viennent bien à point pour renforcer très provisoirement le pouvoir chancelant du dictateur sanglant. Les révolutionnaires, les syndicalistes du monde doivent vite et activement se porter au secours du prolétariat espagnol, le plus malheureux et le plus asservi.

Franco avait peu de monde autour de lui. Il pouvait tout de même compter sur la Phalange qui avait joué un si grand rôle dans la contre-révolution. Il tenait, il tient encore parce que 60 % de son budget étaient consacrés à l'armée, la marine et la police. On a forcé le peuple espagnol à venir l'acclamer sous peine de prison. Dans les réunions où le maître parlait la présence des ouvriers des usines était obligatoire et un pointage était effectué. Aujourd'hui c'est pire. Les 100.000 phalangistes qui sont venus écouter Franco le 29 octobre furent payés à raison de cinquante pesetas par participant.

La révolte gronde. Le mécontentement n'a jamais été aussi grand en ce sens qu'il atteint des couches de plus en plus vastes de la population. Quand le cardinal-archevêque de Madrid a fait interdire récemment une pièce de Miguel de Unamuno « Ce celui-ci ne peut être appelé autrement qu'hérétique », des étudiants de Madrid ont organisé une manifestation, des journalistes « ont osé » protester.

On en est dans l'Espagne de 1953 à condamner à titre posthume « des hérétiques ». On en condamne d'ailleurs beaucoup plus à titre tout à fait posthume.

Et avec cela, Franco s'accroche désespérément au catholicisme. En vertu d'une clause secrète des accords hispano-américains « il s'engageait à défendre le Vatican ». En cas d'hostilités, il enverrait sept divisions sur le front des Alpes italiennes. Ces divisions recevaient avant l'été prochain, en priorité, pour 70 millions d'armes américaines.

Voici Franco défendeur officiel de la chrétienté aux ordres d'Eisenhower. Pourtant même les journaux bourgeois constatent une « décapitation » dans le régime franquiste. La « DERNIERE HEURE » affirme pour sa part que : « On observe à travers toute l'Espagne une inquiétude et un malaise politique tels qu'à aucun moment ils ne s'étaient manifestés depuis la fin de la guerre civile. Tout se passe comme si les Espagnols, qui depuis 14 ans soutiennent le régime, commencent à considérer que ce régime a perdu quelques-unes de ses raisons d'être ».

Et la « CROIX » constate que « la lutte sourde entre les partis qui appuient le gouvernement est devenue plus violente... Les batailles autour des problèmes scolaires sont devenues également très vives... La stérilité et la lutte idéologique règnent sur le terrain culturel... Le niveau de vie est trop bas et il en résulte un climat de mécontentement et d'ennui ».

Evidemment les bourgeois de la « Dernière heure » et de la « Croix » qui ont contribué à saborder la révolution espagnole songent à une solution monarchiste. Don Raphael Calvo Serer qui était une des plus éminentes personnalités franquistes de l'Université de Madrid et qui a été récemment relevé de toutes ses charges expose ce point de vue dans « Ecrivains de Paris ». Son article paraît-il a été largement diffusé dans les milieux bourgeois espagnols.

Le prolétariat ibérique saura-t-il profiter des difficultés réelles que rencontre son bourgeois ? Il faut pour cela qu'il sente nettement que la solidarité internationale de classe est active. Il faut qu'il sache qu'il ne sera pas isolé dans sa lutte.

La classe ouvrière doit utiliser à son profit l'impopularité des accords hispano-américains et les divisions au sein de l'équipe gouvernementale. Le moment n'a peut-être jamais été aussi propice depuis que la révolution a été vaincue pour refaire l'Espagne libertaire.

Michel MALLA.

## Mardi 15, au Quartier Latin Les flics du socialiste Baylot chargent les étudiants

20 blessés, dont le Président de l'U.N.E.F., J.-M. Mousseron  
Protestations de toutes les sections syndicales de l'Enseignement

MARDI 15, à l'appel de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France), plusieurs milliers d'étudiants s'étaient réunis pour réclamer des crédits pour le budget de l'Education Nationale. Des représentants des syndicats de l'Enseignement étaient venus apporter l'appui de leurs organisations.

Les étudiants, quittant en cortège la rue Soufflot, et ses abords descendant le boulevard St-Michel, pour se rendre au Palais-Bourbon. Mais ils avaient compté sans les milliers de policiers et gardes républicains en armes — auto-mitrailleuses postées aux abords du quartier Latin — bien

(Suite page 3, col. 1.)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 379

JEUDI 17 DECEMBRE 1953

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :

145, quai de Valmy, Paris (10°)

G.C.P. René LUSTRE PARIS 8032-34

ABONNEMENTS

FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.

6 MOIS : 500 fr.

AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.

6 MOIS : 625 fr.

Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

## Véritable signification de l'union P.C.F. - Bourgeoisie Trahison totale des perspectives révolutionnaires par les dirigeants du Parti Communiste Français

L'ISSUE de la conférence des Bermudes, G. Bidault, adressa deux télégrammes officiels pour prendre congé de ses interlocuteurs. Le premier était ainsi conçu : « Le président Eisenhower s'est montré notre ami. » « Sir Winston Churchill nous a fait un accueil libéral », disait le deuxième. On note immédiatement la grande différence de ton des deux dépêches. Alors que la première se veut cordiale, la deuxième n'est autre que l'expression de la plus froide politesse : c'est qu'en effet Churchill a manifesté une irritation très nette à l'égard de la bourgeoisie française.

Pourquoi ? La raison donnée couramment serait que Churchill s'impatiente devant la lenteur des progrès réalisés en vue de la ratification du traité de la Communauté Européenne de Défense.

Si l'on se contente de regarder les faits d'une manière superficielle, nous sommes en effet contraints de constater que c'est bien la raison officielle qui a causé la mauvaise humeur de Churchill.

Cependant, le temps n'est pas si loin où ce même Churchill comprenait fort bien que la France avait besoin de grandes garanties devant le réarmement allemand et même à une certaine époque assez proche encore, un diplomate français s'était rendu à Londres et avait reçu des assurances formelles à ce sujet.

Tout au contraire, les différents comptes rendus de la conférence des Bermudes semblent laisser percer, non seulement une impatience, mais même une certaine haine entre le tandem Bidault-Laniel et Churchill.

Pourquoi Churchill a-t-il manifesté une telle défiance vis-à-vis de Bidault qui s'est toujours montré un fervent défenseur de la C.E.D. devant le Parlement de ce pays ?

Il auraient dû, au contraire, envisager ensemble les moyens les meilleurs pour résoudre le problème, pour faire accepter la C.E.D. par le Parlement français.

On a bien eu l'impression que Churchill savait des choses d'une importance capitale, à tel point qu'il n'a pas hésité à mettre une limite à l'amitié des bourgeoisies France-Angleterre.

La maladie de Laniel n'a fait que confirmer cet état de choses. Laniel, depuis le début des entretiens, donnait l'impression d'une mauvaise conscience manifeste et il a finalement préféré simuler la maladie plutôt que de continuer à siéger en compagnie de Churchill et d'Eisenhower.

L'Editorial de la « Pravda », survenant juste après l'entretien des Bermudes, nous a logiquement renforcés dans notre conviction. Ce n'est pas par hasard que le Kremlin félicite aujourd'hui la France pour son « magnifique redressement » (de la bourgeoisie française grâce à la plus-value arrachée à la classe ouvrière et à l'écrasement continu et progressif du niveau de vie des travailleurs). Ce n'est pas par hasard que la « Pravda » déclare que l'U.R.S.S. a toujours été la meilleure amie de la France (bourgeoise, cela s'entend).

Ce n'est pas non plus par hasard que, revenant des Bermudes, Bidault recevait des critiques pour avoir accepté la date du 4 janvier pour la conférence à 4, alors que la France serait pratiquement sans gouvernement à cette date et qu'il fut laissé entendre que les représentants français, vu leur position précaire, n'avaient rien pu réclamer, mais que l'U.R.S.S. allait peut-être se charger du travail... ce qui se confirme aujourd'hui puisque l'U.R.S.S. aurait l'intention de demander le renvoi de la conférence à fin janvier, date à laquelle la France aura (??) un gouvernement représentatif (sur le plan de la bourgeoisie, bien entendu).

Lorsque nous faisons le tour d'horizon de tous les faits énoncés plus haut,

nous sommes amenés à nous poser les questions suivantes :

Quel est le plus grand danger pour la bourgeoisie française : le P.C.F. instrument du Kremlin ou la C.E.D. ?

Quel est le danger le plus grand pour le Kremlin : la C.E.D. ou la bourgeoisie française ?

Il est extrêmement facile de répondre à ces deux questions.

Le mois d'août a démontré d'une façon totale la situation extrêmement fragile de la bourgeoisie française, la situation formidablement révolutionnaire qui règne en France. Il est incontestable que le moindre mot d'ordre lancé par l'appareil du P.C.F. en

août, aurait déclenché immédiatement la révolution.

Qui donc était donc le maître de la situation au mois d'août ? Etaient-ce les dirigeants du P.C.F. qui avaient pratiquement toutes les possibilités en main ou le gouvernement fantoche de Laniel qui ne trouvait même plus sa police ?

Il est encore incontestable que c'étaient les dirigeants du P.C.F.

Qui donc, dans ces conditions, pouvait imposer ses volontés, Laniel et la bourgeoisie ou les dirigeants du P.C.F. ? La logique répond : les dirigeants du P.C.F.

M. MOREAU.

(Suite page 2, col. 4.)

## Au Soudan, Naguib a été le plus malin

LES « bons amis » anglo-américains continuent de s'expliquer au Moyen-Orient... Car pour ces élections soudanaises, il ne s'agit rien moins que d'une manifestation nouvelle de rivalité opposant le vieux capitalisme anglais, fébrile défenseur d'un empire colonial craquant de tous côtés, au jeune, dynamique et rapace appétit de l'impérialisme yankee, brûlant de supplanter John Bull partout où cela est possible.

En effet, depuis bientôt un mois, le Soudan est victime d'une épidémie nouvelle, et pourtant ces pays-là en ont l'habitude, épidémie particulièrement redoutable : la peste électorale. En bref, le pays se trouve appelé à choisir entre un rattachement à l'Egypte, celle-ci sous contrôle américain (1) par l'obligation entremise du général Naguib, apprenti-Pharaon-à-gages, et une « indépendance » qui signifierait pourtant le maintien d'un contrôle étroit de la Grande-Bretagne, au moyen d'une coopération plus fraternelle (2) que jamais entre le suzerain et son vassal.

Cette situation générale rapidement exposée, il nous semble utile de consacrer une large partie de l'article au détail des opérations, au vote lui-même. Car pour nous, qui connaissons les truquages du « suffrage universel » bourgeois, l'observation des derniers faits au Soudan est riche d'enseignements. Signalons que les irrégularités, truquages, manœuvres en tous genres commis par l'impérialisme au cours de cette « consultation » ont été fidèlement ignorés par l'ensemble de la grande presse de ce pays, « Aurore » en tête, bien entendu, et cela se comprend, avec nos glorieux

exemples d'Afrique du Nord entre autres...

Il est attendrissant de voir le souci qu'ont, à certains moments, les colonialismes, de l'existence des « sauvages » composant la population de leurs colonies. En cas de guerre, par exemple, la France se souvient brusquement que les Nord-Africains, Soudanais et autres protégés existent, qu'ils sont somme toute des hommes comme les autres, meilleurs même puisque on vous les colle en première ligne, et cela dans les délais les plus brefs ! Pour les élections, même histoire : ces populations incapables, selon les mères-patries respectives, de vivre, penser ou réfléchir et par là même de s'administrer, sont tout à coup honorées de la confiance du protecteur. Quand il s'agit de désigner un guignol politique, les indigènes sont enfin invités à s'exprimer, baïonnette dans les reins si besoin est, à la tunisienne.

Et on en arrive à des contradictions monumentales du genre de celle-ci : on refuse le droit de se gérer par elles-mêmes à certaines populations coloniales et colonisées normalement instruites, sachant lire et écrire, sous le prétexte d'inculture, et par contre on a vu au Soudan des populations parfaitement illettrées (grâce aux efforts patients et courageux du colonialisme anglais) 95 % sur huit millions et demi de personnes, conviées à se rendre aux urnes. Dans 24 districts particulièrement arriérés du Sud-Pays, on a vu des tribus à demi nues et même un peu anthropophages appliquer les

(Suite page 2, col. 5.)  
CHRISTIAN.

(1) Voir « Lib » du 5 nov. N° 376.

## MACON Les responsables P.C.F. de cette ville avouent la trahison de leurs dirigeants

UNE polémique locale vient concrètement mettre en valeur ce que nous dénonçons depuis longtemps dans nos colonnes : la trahison des dirigeants du P.C.F. envers la classe ouvrière et le combat communiste. Cette trahison, ils la reconnaissent eux-mêmes et ne s'en cachent pas. Il n'est besoin, pour s'en convaincre, que d'examiner la réponse

à un article de nos camarades mâconnais.

Devant les accusations du « Libertaire » de Mâcon, les rédacteurs stalinien loin de s'en défendre ou de s'y dérober en convenant, les reconnaissent, les approuvent en quelque sorte. Ainsi, aux reproches de pousser les pros à s'illier à Daladier leur fusilleur, à l'ignoble Moch, le matraqueur des grévistes, au comte de Paris et au fasciste de Gaulle, ils trouvent normal et nécessaire que les ouvriers fassent une telle alliance. Jetons un regard sur leur prose infecte (1) :

« Alors pourquoi ne pas accepter dans la lutte contre la Communauté Européenne de Défense l'aide de M. Jules Moch, de M. Herriot, du général de Gaulle ou du comte de Paris ? »

Et plus loin : « Notre Mouvement de la Paix compte dans ses rangs des hommes qui, par ailleurs, combattent le capitalisme, d'autres qui l'acceptent ou même qui l'apprécient fort ».

Oui, disent les dirigeants communistes, nous ne luttons pas pour le moment contre le Capital et pour l'accomplissement de la Révolution sociale. Nous délaissions ces objectifs secondaires pour combattre le réarmement allemand. Oui, continuent-ils, nous abandonnons la lutte de classes pour la collaboration de classes, pour la compromission avec les bourgeois, les généraux, les curés, les briseurs de grèves, les flics, simplement s'ils éprouvent un peu de défiance pour la C.E.D.

Oui nous renions l'Internationalisme prolétarien, car ce qui doit compter c'est « l'union de tous les Français patriotes » pour la défense de la patrie, contre le « Boche revanchard ».

En reconnaissant cette attitude, les stalinien affirment leur trahison envers la classe ouvrière. En abandonnant la lutte de classe, l'Internationalisme révolutionnaire comme ils l'avouent et le proclament, ce sont les aspirations profondes des problèmes qu'ils étouffent, ce sont les intérêts et la volonté de ceux-ci qu'ils combattent.

Par leur actuel mot d'ordre de « Front National Uni » ils entraînent de nouveaux les travailleurs dans la politique « d'union sacrée ». Ils opposent nation à nation et exaltent les ou-

Jean MASSON.  
(Suite page 2, col. 1.)

(1) Cf. « La Voix du Centre », organe régional du P.C.F.

Prochain numéro  
du  
**libertaire**  
le  
31 DÉCEMBRE 1953

Étrennes  
1 9 5 4  
offrez un abonnement au  
**LIBERTAIRE**



# Les crimes du colonialisme Chez les autres

Les flics sont les maîtres

à Alger

Il y a quinze jours, nous avons conté l'assassinat de Rachid Chebbou. Un immense cortège a conduit le jeune homme à sa dernière demeure. L'agent criminel Weigel n'a pas été inquiété bien entendu et ses confrères se croient plus que jamais autorisés à tuer ou à assommer les gens. Peu de jours après les coups de feu meurtriers de la Casbah un dockeur était assommé par un flic de service. Cela s'est passé à 7 heures du matin devant le centre d'embauche du port d'Alger.

Depuis 3 heures du matin, des centaines de dockers occasionnels attendaient l'ouverture du centre en vue d'une éventuelle embauche. Le chômage qui va s'aggraver explique l'affluence énorme d'« occasionnels » chaque jour devant le centre.

Les premiers arrivés s'efforcent bien entendu d'être bien placés car quelques dizaines d'occasionnels seulement peuvent trouver à s'employer.

Les gardiens de la paix vont et viennent. Tout se passe dans le calme à l'exception de quelques insultes bouclées.

M. Djebbar Bouzid, 35 ans, demeurant 2, rue Sidi-M'Hammed, se trouvait au milieu d'une rangée compacte, où se produisit à un moment une légère bousculade. C'est alors qu'un gardien de la paix du commissariat du port, l'interpella violemment l'engageant sur lui et devant ses compagnons indignés lui porta, des poings et de la matraque, de violents coups au ventre et à la tête.

M. Djebbar Bouzid s'affala, assommé.

Des cris de colère fusèrent en nombre dans la foule serrée des dockers. Alors on put voir le poletier dégainant son arme et menacer la foule. Les dockers conservèrent leur sang-froid et leur malheureux camarade fut transporté à l'hôpital dans un état très grave.

## Grève totale en A.O.F. pour l'application du code du travail

L'ordre de grève de trois jours (3, 4 et 5 novembre) lancé par les syndicats du Sénégal pour obtenir la mise en vigueur des dispositions du code du travail a été dès le premier jour largement suivi, notamment à Dakar, aussi bien dans le secteur privé que dans les services publics. Le courrier n'a pas été distribué à l'hôpital africain seule une permanence est assurée ; les instituteurs africains et l'Institut du port ont cessé le travail ; à l'aéroport, seul le personnel Air-France n'est pas en grève ; à l'usine électrique, à la Compagnie des Eaux et à la gare, seuls les effectifs de sécurité sont présents. Beaucoup

de chantiers du bâtiment et des huileries ont cessé toute activité.

Evidemment la haute administration n'a pas tardé à réagir selon les normes habituelles. Le haut commissaire français en A.O.F. a lancé un appel aux fonctionnaires pour leur rappeler notamment que la question du code du travail ne les concerne pas, puisqu'ils sont régis par le statut de la fonction publique. Il a rappelé que des négociations étaient en cours et que la grève ne pourrait qu'en retarder l'aboutissement. Le haut-commissaire a ajouté « qu'il ne peut tolérer une agitation continue et malsaine ».

De son côté, le gouverneur du Sénégal a tenu à rappeler aux travailleurs sénégalais qu'ils ont déjà obtenu depuis juillet dernier 16 0/0 d'augmentation de salaires, selon lui « le maximum de ce qui pouvait être fait » et qu'un nouveau relèvement aurait obligatoirement pour conséquence « la fermeture de nombreuses entreprises et une augmentation des prix ». Ce qui paraît pour le moins inattendu, quand on songe aux énormes bénéfices que réalisent par ailleurs ces entreprises !

La grève touche également la Guinée et la Mauritanie. Les revendications des grévistes concernent principalement la durée du travail et la détermination des salaires.

La C.F.T.C. donne à ce sujet les précisions suivantes : avant l'application du code, le salaire de base du manoeuvre, à Konakry par exemple, était de 17 fr. 50 C.F.A. l'heure (le franc C.F.A. vaut 2 fr. métropolitains). Pour 48 heures de travail, le salaire hebdomadaire était donc de 840 fr. L'application de la loi de 40 heures aurait dû entraîner une augmentation de 20 0/0 du salaire horaire afin de maintenir au même niveau la rétribution hebdomadaire. Or, l'arrêté, pris le 15 juillet dernier en Guinée, fixe à 20 fr. le salaire horaire minimum (au lieu des 21 fr. nécessaires) en garantissant seulement le salaire hebdomadaire de 840 francs. De sorte que le manoeuvre qui percevait 840 fr. pour quarante-huit heures ne toucherait maintenant que 800 fr. pour quarante heures et que les heures supplémentaires se trouvent rétribuées à un tarif inférieur à celui que donnerait l'application stricte de la loi de 40 heures.

## Les lecteurs écrivent

De nombreux lecteurs s'intéressent à notre campagne anticolonialiste. Ils nous envoient de la documentation. L'un d'eux qui connaît très bien le Maroc nous dit : « C'est avec un vif intérêt que j'ai lu dans vos numéros des 27-8-53 et 22-10-53 les articles consacrés au « complot Juin-Le Glaoui » et sur « la répression au Maroc ». J'ai

(suite)

pu constater ainsi que de toute la presse, vous étiez les seuls à révéler la vérité sans vous croire obligés de la larder ou de l'accommoder au goût et à la convenance des factions partisanes ». Il joint à sa lettre un très gros dossier que nous utiliserons bientôt.

On entend aussi parfois de bien curieuses réflexions. Certains, au nom d'un soi-disant internationalisme ou d'un anticolonialisme intrinsèque prétendent renvoyer dos à dos et mettre sur un pied d'égalité l'impérialisme des grandes nations et les luttes des peuples coloniaux. C'est là vraiment mettre sa conscience en paix à bon compte. Ceux qui raisonnent ainsi ne peuvent évidemment nous comprendre et nous ne tenterons même pas de les convaincre.

## Le prolétariat français et le colonialisme

Il faut reconnaître que le prolétariat français se montre assez impulsif à manifester dans l'action sa solidarité à l'égard des peuples coloniaux surexploités. Après l'assassinat de Ferhat Hached, les syndicats français et la C.G.T. algérienne se contentèrent de faire des motions platoniques alors que l'U.G.T. tunisienne déclencha la grève générale. La classe ouvrière n'a pas compris encore que toutes les fois que l'impérialisme triomphe outre-mer, il triomphe du même coup dans la métropole. L'exploitation des peuples coloniaux marche de pair avec l'exploitation du prolétariat de notre pays. Les maîtres sont les mêmes. Une victoire-là-bas a obligatoirement des répercussions ici. L'impérialisme, encastré par le peu de réaction du syndicalisme français continue à assassiner.

Une fois de plus, le prolétariat a été dupé par ses directions syndicales et politiques. A la honte des Ducas, Thorez, Frachon, des Jouhaux et des Guy Mollet, les De Hautecloque, les Guillaume, le Léonard ont pu assassiner ou condamner des milliers de coloniaux sous les yeux des travailleurs français.

N'oublions pas — et cela il faut sans cesse le répéter — que c'est le socialiste Moutet qui a présidé au massacre des Malgaches de Madagascar.

C'est encore un socialiste, Naegelen, qui a mis en place le dispositif de répression contre les partis nationalistes algériens. Les dirigeants du P.C.F. et de Gaulle associés alors, ont organisé les massacres de Sétif et de Guelma en 1945 où plus de 50.000 Algériens furent lâchement assassinés en quelques jours. Jusqu'en 1948, les communistes et les socialistes ont mêlé fraternellement leurs suffrages avec les députés bourgeois sur tous les votes concernant les budgets de répression coloniale.

Certains de ces personnages se font aujourd'hui les champions de l'anticolonialisme. Comment leur accorder quelque crédit ?

Nous sommes sûrs, ici, que les travailleurs français prendront conscience de leurs responsabilités vis-à-vis des travailleurs coloniaux plus malheureux qu'eux. Le prolétariat colonial se révolte contre ses maîtres. Evidemment, il n'a pas toujours une conscience totale de l'enjeu et des buts

## Pour le soutien du "LIB" SOUSCRIVEZ

## Les agresseurs français au Viet-Nam

(Suite de la première page)

les sentiments chauvins et qui nient la lutte révolutionnaire. Nous leur rappelons aussi les paroles du Manifeste. Telle est la situation du côté de l'impérialisme, du côté de la France. Du côté vietnamien, les efforts de la politique colonialiste d'une part, l'évolution interne d'autre part ont tendu à embrouiller la situation claire du départ.

Tout l'effort de la politique franco-américaine a porté sur la constitution d'un gouvernement fantoche de l'Etat vietnamien comparable à l'Etat français de Pétain ou à celui du Kuomintang dernière manière de Chang-Kai-Shek. L'impérialisme semble avoir beaucoup de mal à se

rallier une fraction notable des classes dirigeantes vietnamiennes. Cependant si la vigueur de la République vietnamienne est encore telle qu'elle puisse rallier à sa cause l'immense majorité de la population du pays, les efforts de l'impérialisme international pour renforcer le gouvernement baïdaïste ne sont pas négligeables. La résistance populaire ne peut oublier que de tels efforts extérieurs ont pu aboutir en Espagne ou en Grèce à la défection de la république et de la révolution au profit des laquais du grand capitalisme. Jusqu'ici l'impérialisme et ses gérants vietnamiens ne pouvaient guère compter que sur l'appui de sectes féodales organisées localement telles que certains Cao-daïstes, Hoa-Hao ou Binh Xuyen au Nam-bô (Cochinchine) ou Catholiques ou Dai Viet au Bac-bé (Tonkin) ou sur quelques vagues mouvements fascistes qui éclosent naturellement au sein de toute bourgeoisie naissante.

Cependant le « Congrès National Vietnamien » organisé sous la protection française a montré que même ces courants rejettent la tutelle impériale dissimulée sous le concept d'« Union Française » et inclinaient plutôt à la conciliation avec la république dont Ho Chi Minh est président.

Quant au mouvement populaire armé du Vietnam qui est l'armature de la république du Vietnam, l'emprise des éléments stalinistes s'y renforce et provoque l'alignement de la politique du Vietnam libre sur la stratégie conciliatrice post-stalinienne ne peut néanmoins l'orienter actuellement vers une capitulation ou un écrasement comme en Grèce ou en Azerbaïdjan. Mais au contraire une issue révolutionnaire de classe

de sa révolte. Le nationalisme et la religion paraissent être en ce moment les moteurs de l'action. Il est incontestable qu'ils seront aussi des freins.

Nous ne le nions pas, nous ne l'avons jamais nié. Mais peut-on à partir d'une telle constatation mépriser et ne pas épauler un mouvement qui au fond conserve un caractère de « lutte de classes », exploités contre exploités ? Bakounine voyait en 1870, dans la lutte populaire contre l'occupation prussienne des possibilités révolutionnaires. Il avait raison car il y eut la Commune. L'histoire du mouvement ouvrier nous offre bien d'autres exemples. La situation n'est-elle pas la même en Afrique du Nord et dans la plupart des colonies aujourd'hui ?

Nous affirmons tout net que les masses coloniales sous les dehors de revendications nationales ou religieuses aspirent au bien-être et à la liberté. Il y a dans la révolte des peuples coloniaux un véritable contenu communiste libertaire.

Nous sommes entièrement solidaires de ces peuples qui luttent contre nos maîtres. Le prolétariat conscient est avec nous.

Michel MALLA.

## L'alliance P.C.F.-Bourgeoisie

(Suite de la première page)

D'autre part, la C.E.D. représente-t-elle un danger pour la bourgeoisie française ? Pour s'en rendre compte il suffit de reprendre les propres arguments de cette bourgeoisie : ce sont des raisons chauvines, nationalistes ; aucune n'est fondamentalement car la bourgeoisie française ressent très bien qu'une guerre limitée à la France et à l'Allemagne seules est devenue un non sens historique. Bien au contraire, la bourgeoisie française a intérêt à la ratification de la C.E.D. qui ramènerait l'Allemagne au même pied d'égalité que la France sur le plan de l'économie de guerre.

Le ressort clairement que la bourgeoisie française est profondément dépendante des dirigeants du P.C.F. alors que la C.E.D. lui serait au contraire favorable.

La réponse à la deuxième question se trouve en partie dans la première. Les dirigeants du P.C.F. n'ont rien à craindre de la bourgeoisie, ainsi que nous l'avons vu, mais au contraire : le Kremlin a un intérêt primordial à ce que la C.E.D. ne soit pas ratifiée.

Alors, à partir de ces déductions, apparaît clairement la position infâme des dirigeants du P.C.F. qui soumis à la politique étrangère du Kremlin, font chanter la bourgeoisie française sur les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière.

Les dirigeants du P.C.F. vendent purement et simplement la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Nous, communistes libertaires, savons, grâce à notre analyse matérialiste historique du processus révolutionnaire, que les dirigeants du P.C.F. seraient liquidés par la révolution sociale. Eux aussi le savent parfaitement. C'est pourquoi ils ne donnent jamais de mots d'ordre révolutionnaires.

Mais la bourgeoisie idéaliste est persuadée du contraire et croit que les dirigeants du P.C.F. peuvent établir un régime stalinien en France en utilisant la poussée révolutionnaire des masses : c'est ce qui explique la possibilité de chantage.

Mais alors la politique des dirigeants du P.C.F. apparaît telle qu'elle est :

Dans l'Aurore du 10-11-53 nous avons croché ce qui suit dans la Béarnaise quotidienne et sous le titre : « L'Avenir du Portugal ».

Eh oui ! malgré les progrès accomplis par l'instruction le Portugal aligne encore quarante pour cent d'illettrés...

Une dictature, c'est entendu, mais de caractère paternaliste très accentué. Nul esprit sérieux n'oserait nier ses succès.

Et oui, malgré les progrès accomplis par l'instruction la Gaule aligne encore plus de 40 % d'illettrés. Plus près de nous les tribus anthropophages du centre Afrique n'étaient même pas si avancées.

Aussi peut-on penser — avec l'ineffable Bénazet — que ce pourcentage doit être porté au crédit de ce régime despotique à caractère moyenâgeux qui pèse depuis un quart de siècle sur le Portugal.

Quant au distingué dictateur vulgaire et dictateur paternaliste, il faut, bien sûr, l'esprit sérieux du trieste Bénazet pour accorder un préjugé favorable à la forme hypocrite.

M. Bénazet réproche le coup de tâtane dans le derche mais si le coup de pied au cul est accompagné de sermon... Paternalistes ou non, il y en a qui se perdent.

## PIQUE UN PEU PARTOUT

Un prêtre anglais lance le sermon par correspondance.

La Sainte Vierge se faisait bien faire ses lardons par pigeon voyageur, ce corbeau n'a rien inventé.

Et puisque nous en sommes chez les oiseaux vous savez que sur les pieds, ne l'opération Mouette est terminée en Indochine.

Tandis que l'opération pigeon se poursuit allègrement (en Indochine et ailleurs).

Cérémonie à Loudun en l'honneur de Renaudot.

Renaudot est le père tri-centenaire de nos canards. Que ne connaissait-il le malthusianisme !

R. C.

## ARACONOGRAPHIE

Les Lettres Françaises, 12-19 novembre 1953.

« ...Je ne me plierai pas au vieux commandement de Jéhovah qui craignait tant pour l'homme les pierres taillées et lui défendait de représenter son image. De Jéhovah jadis, et de qui maintenant ? »

Jahné était grand, Aragon est son phète !

Jéhovah avait ses raisons, ainsi que nous l'expliquent les Saintes Ecritures (C.A.V. XXI, 4) :

« En ce temps-là un patriarche du nom de Pihcasso qui vivait dans les grottes de Valorhis enfreignait la loi de Dieu. Une nuit alors qu'il méditait, l'envoyé du Seigneur lui apparut et lui dit : « Place la tête sur ton cou, du sang de ta tête, ne te mets plus le nombril du nature monde dans l'œil et macrés-toi. »

Le patriarche pria toute la nuit. Au matin il fut visité par le Saint-Esprit, fut éclairé et se macéra.

Quittons ces périodes d'obscurantisme et voyons ce que dit le Petit Père des lettres et des arts à son ami Fougeron, peintre éclairé du prolétariat :

« ...La peinture, hôte, grossière, méprisante, du haut d'une maîtrise qu'on croit posséder une fois pour toutes, la composition antitrahiste, sans perspective vraie, par énumération de symboles, sans lieu, sans respect de la crédibilité (à quoi rime cette voiture d'un bleu verni, sans possibilité ni boue, d'où tire sur nous un S.S. inutilement grinçant, AVEC PERSONNE A CÔTÉ DE LUI AU VOLANT POUR LA CONDUIRE ? » (1).

Voilà à quoi ça mène de ne pas suivre la ligne, on peint des bagnoles propres et on oublie le chauffeur !

Le tableau de Fougeron m'avait bien fait rigoler, mais, pas tant que l'article d'Aragon, de ce fils de flic qui, quelques lignes plus haut écrivait :

« Je ne veux pas ici me livrer à la description de ce tableau, parce que, ramené aux mots, il deviendrait plus consternant que nature ».

R. CAVAN.

(1) Ce n'est pas nous qui soulignons, c'est M. Aragon.

## NAGUIB

(Suite de la première page)

« immortels principes » en glissant une image dans la boîte à surprises. Ces images, bulletin électoral en langage civilisé, représentent soit un objet, soit un animal symbolisant tel ou tel parti. Ainsi, des enfants de 5 ans ont voté pour le parti dont l'emblème était un cheval, il y aurait eu un « nounours » à la place du cheval on risquait de voir un raz-de-marée électoral enfantin !

Le fait de faire voter des enfants de cinq ans étant en lui-même quelque peu étrange, d'autres cas bizarres se produisent. Dans le sud du pays, un candidat avait pour symbole une pipe dessinée sur le bulletin de vote. Il recueillit la quasi-unanimité des suffrages, les électeurs pensant qu'en choisissant cet obélisque, ils gagnaient chacun une pipe, comme dans les distributeurs automatiques de chewing-gum !

Toutes ces informations peuvent sembler incroyables et surtout risibles et pourtant la situation est très loin d'être comique lorsqu'on pense qu'il s'agit du sort de peuples entiers ainsi bernés, peuples qui seront écrasés par l'un ou l'autre des régimes cités plus haut. Aux dernières nouvelles, il semble que l'impérialisme américain marque un point, le succès du parti égyptien s'affirmant. Le Soudan a donc toutes chances d'être rattaché à l'Egypte et voici de nouveaux « felah » pour la marionnette Naguib, mais attention, Monsieur le Général, rappelez-vous que dans certaines régions, à Lyria et Juba par exemple, les hommes des tribus renvoyèrent les agents électoraux à leurs sales petites affaires et refusèrent les élections

« ne voulant pas passer pour lous » selon leurs propres déclarations. Vos trugues étant mieux ignorées que ceux de vos concurrents anglais, pour tant très forts en la matière, vous semblez réussir dans votre tentative d'asservissement de nouvelles populations mais là aussi, comme sous les Anglais, des révoltes risquent de se produire, montrant par là la similitude de vos régimes d'oppression.

## PRÉSENCE DE LA F.C.L. Nos meetings à Elbeuf et à Rouen

Le mercredi 2 décembre à Elbeuf et le jeudi 3 à Rouen, notre camarade Fontenis est venu tenir les leçons des derniers événements et des grèves d'août et présenter le programme de la Fédération Communiste Libertaire.

A Elbeuf, après un exposé d'une heure et demie, écouté avec la plus grande attention par les travailleurs présents, un contradicteur du Parti Communiste vint apporter ses critiques, sur un ton de camaraderie d'ailleurs. Sur le même ton, Fontenis fit facilement triompher nos points de vue.

A Rouen, notre réunion fut lourdement handicapée par le savant sabotage de la mairie qui, la veille, fit retirer à nos camarades la salle qu'ils avaient retenue régulièrement à l'Hôtel de Ville, obligeant notre public à se déplacer jusqu'à la salle Sainte-Croix-des-Pelletiers à un bon quart d'heure de marche de là.

Malgré une présence réduite, l'impression retirée de l'exposé de Fontenis fut excellente. La présence de la F.C.L. tant à Elbeuf qu'à Rouen, s'est affirmée au cours de ces réunions. Elle permettra à nos camarades de la région de lutter avec plus de possibilités encore pour la progression de nos idées au sein de la population ouvrière de Rouen et Elbeuf.

M. MULOT.

## Il y a un an, Ferhat Hached, leader ouvrier tunisien était assassiné par les agents du colonialisme

Solidaires de nos camarades tunisiens, les communistes libertaires n'oublient pas.

Les peuples soumis au joug colonialiste savent que la Fédération Communiste Libertaire intensifie chaque jour sa lutte pour leur libération : chaque jour, des preuves de sympathie des militants anticolonialistes, aussi bien de l'Afrique Noire que du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, viennent nous renforcer dans notre volonté de lutte. Nous dénonçons sans relâche les exactions et les crimes du colonialisme et de ses agents qui seront balayés par les prolétaires coloniaux en marche, à travers la lutte pour l'indépendance, vers l'émancipation totale, vers la Révolution Communiste Libertaire.

LA F. C. L.

## Calendrier S.I.A. 1954

Le Calendrier de S.I.A. pour l'année 1954 VIENT DE PARAÎTRE. Sa présentation consiste dans une magnifique trichromie sur carton, symbolisant la Solidarité.

12 pages magnifiques représentant un quadrillé numéroté pour les dates et un mémorandum formant la partie avant.

12 études réparties au dos de chaque feuille traitent les sujets suivants : L'agrandissement de l'univers. Et voilà les spermatozoïdes. La Langue Internationale Esperanto. La Renaissance. La Psychanalyse. Des faits Historiques. Les Arts Graphiques. Le Transformisme. La Micrographie Petrographique et Minéralogique. L'Agriculture. Fusées Sidérales et Psychiatrie. La Photographie.

Le Prix du Calendrier est de 100 francs, à partir de dix exemplaires, 10 %.

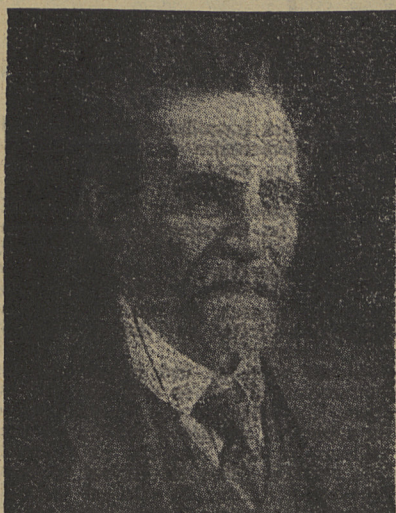
Mentionnez : Edition Française ou Espagnole.

Adressez-vous au C.N. de la S.I.A., 21, rue Palaprat, Toulouse.

C.C.P. 1230-50.



# LE CENTENAIRE DE ERICO MALATESTA



posait sur le souci de l'efficacité, de la capacité de l'anarchisme devant ses tâches historiques.

Malatesta représente encore autre chose de précieux pour les anarchistes révolutionnaires. Il a été le trait d'union entre deux époques : l'époque héroïque de la Première Internationale et l'époque présente. Nul mieux que lui donc, qui connaît Bakounine et ses luttes contre Mazzini et Marx, et qui vécut tout près de nous — il mourut en 1932 — ne pouvait transmettre aux militants d'aujourd'hui, la leçon et les expériences du mouvement anarchiste de la première époque.

Dès 1870, à 18 ans, Malatesta militait dans l'Internationale. En 1872 il est au Congrès de St-Imier, il participe à la rédaction des statuts de la Section Italienne de l'Internationale. Puis ce sont les événements de Bénévent en 1877. Après des séjours en Egypte et en France, car la police le traque, on le retrouve au Congrès International de Londres en 1881. De nouveau, il doit partir en Egypte. Il revient en Italie, fonde à Florence un journal « La Question Sociale ». Il émigre en Argentine où il devient l'agitateur le plus populaire et organise les premiers syndicats. Il revient en Europe, en France, fonde à Nice le journal « L'Association ». Il est présent au Congrès de Capolago. Puis retourne à Londres, revient en Italie secrètement. Il fonde à Ancône en 1897 un autre journal « L'Agitazione ».

Il est arrêté (ce n'est pas son premier procès) il fuit et se retrouve en Amérique du Nord. Prend part à l'agitation des mineurs, rédige le journal « La Question Sociale ». Puis il passe à Cuba, retourne à Londres en 1900. Il y restera jusqu'en 1913, écrit, collabore à une foule de périodiques, reste en contact avec tous les révolutionnaires des autres pays, participe au Congrès Anarchiste International d'Amsterdam en 1907. En 1913, il retourne en Italie. A Ancone, il édite « Volontà ».

Il doit fuir de nouveau et en 1914 se retrouve une fois de plus à Londres. Il se dresse contre la guerre et contre ceux qui dans le camp ouvrier

l'acceptent. La guerre finie, il réussit à retourner en Italie, fonde à Milan un quotidien « Umanita Nova » et il devient l'agitateur le plus populaire d'Italie.

Contre le fascisme naissant, contre les trahisons des chefs socialistes, Malatesta exalte la puissance populaire au cours des occupations d'usines. Il est

Puis c'est la fin : Mussolini prétend le laisser en liberté et en tire argument, mais en fait le fera surveiller chez lui aussi étroitement qu'en prison, jusqu'à la mort. Malatesta toutefois, dans la mesure où les textes ne sont pas saisis par ses gardiens, collabore à la presse anarchiste internationale, et en particulier, au « Libertaire ».

Il meurt ayant atteint bientôt 80 ans en 1932.

L'aspect le plus marquant de la pensée militante malatestienne, c'est la notion d'organisation sur un programme. Dès les premières années, après la chute de la Première Internationale, il s'efforcera de créer un « Parti socialiste anarchiste révolutionnaire » et en 1920, ce sera encore sur la notion de programme qu'il

sera le principal créateur de l'« Union Anarchiste Italienne ».

Malatesta s'opposera toujours à la « synthèse » de tous ceux qui se disent « anarchistes » et qui n'ont que le nom de commun, considérant que l'union dans une même organisation de points de vue trop différents, ne peut qu'être précaire.

Le programme dont le sérieux, la clarté, l'efficacité, supposent une cohérence de vues, un accord profond qui n'ont rien de commun avec les rassemblements hétéroclites appelés « synthèses ».

De ce point de vue encore, malgré les nuances de détail, Malatesta est nôtre.

Enfin, nous voyons en Malatesta le théoricien qui a le plus insisté sur la nécessité de lier le travail de l'organisation anarchiste, du parti de l'avant-garde, aux luttes des masses, si imparfaites et confuses que soient ces luttes. Pour Malatesta, d'ailleurs, tout était lié : nécessité de l'organisation, programme, lutte au sein des masses. En effet, le programme qui est la base

même de l'organisation et de son efficacité est la représentation des aspirations les plus générales, les plus profondes du prolétariat.

Peut-être même les adversaires de l'organisation et les individualistes commémoreront-ils Malatesta. Et il est évident qu'on pourra toujours trouver dans ses innombrables écrits quelques passages à interpréter, voire quelques contradictions. Nous-mêmes (qui ne nous créons aucune idole), nous n'approuvons pas tout Malatesta et sa conception de détail de l'organisation ne serait peut-être pas tout à fait la nôtre. Mais qui, plus que notre Fédération Communiste Libertaire, peut affirmer l'identité profonde de ses conceptions et de celles de Malatesta sur l'organisation, le programme et les rapports entre les révolutionnaires et les masses.

Notre hommage à la mémoire de Malatesta est donc plus qu'une admiration sentimentale ou un souvenir ému, c'est la marque d'une fidélité profonde à sa vie et à sa pensée.

G. FONTENIS.

## Malatesta est nôtre

arrêté, mais est relâché après un procès obtenu grâce à une grève de la faim. Il édite de nouveau « Umanita Nova » à Rome jusqu'en 1922 : le prolétariat italien qui venait de laisser échapper d'énormes possibilités de victoire, par la faute de ses chefs réformistes, reflue sous l'avance fasciste. Malatesta âgé déjà, gagne sa vie comme ouvrier, publie « Pensiero e Volontà ».

Il meurt ayant atteint bientôt 80 ans en 1932.

L'aspect le plus marquant de la pensée militante malatestienne, c'est la notion d'organisation sur un programme. Dès les premières années, après la chute de la Première Internationale, il s'efforcera de créer un « Parti socialiste anarchiste révolutionnaire » et en 1920, ce sera encore sur la notion de programme qu'il

## Ses écrits sont restés d'actualité

Nous donnons ici quelques extraits de Malatesta — tirés de citations plus larges déjà publiées dans le « Libertaire » —, extraits qui viennent illustrer de façon saisissante ce que nous disons ci-dessus à l'occasion du centenaire de Malatesta.

### I. — L'ORGANISATION

« ...Vous voyez que la chose est toujours arrivée parmi nous : moins nous avons été organisés, plus nous nous sommes trouvés à la discrétion de quelques individus. Et il est naturel que ce soit ainsi.

Nous sentons le besoin d'être en rapport avec les camarades des autres localités, de recevoir et de donner des nouvelles, mais nous ne pouvons chacun correspondre individuellement avec tous. Si nous sommes organisés, nous chargeons des camarades de tenir la correspondance pour notre compte, les remplaçant s'ils ne nous donnent pas satisfaction, et nous pouvons être au courant sans dépendre de la bonne grâce de quelqu'un pour avoir un renseignement : si, au contraire, nous sommes désorganisés, ce sera un individu qui aura les moyens et la volonté de correspondre et il concentrera dans ses mains toutes les relations, il communiquera les nouvelles qui lui plaisent et à qui lui plaît, et s'il a une activité et une intelligence suffisantes, il réussira, à notre insu, à donner au mouvement la direction qu'il veut sans qu'il nous reste, à la masse du parti, aucun moyen de contrôle, et sans que personne ait le droit de se plaindre, puisque l'individu agit pour son compte, sans mandat de personne et sans avoir à rendre compte à personne de son œuvre personnelle.

Nous ressentons la nécessité d'avoir un journal. Si nous sommes organisés, nous pouvons réunir les moyens pour le fonder et le faire vivre, charger quelques

camarades de le rédiger, et en contrôler l'orientation. Les rédacteurs du journal lui donneront, sans doute, d'une façon plus ou moins distincte, la marque de leur personnalité, mais ce seront toujours des gens que nous avons choisis et que nous pouvons changer s'ils ne nous satisfont pas. Si, au contraire, nous sommes désorganisés, quelqu'un qui a un esprit d'entreprise suffisant fera un journal à son propre compte : il trouvera grâce à nous les correspondants, les distributeurs, les abonnés, et il fera servir cela à ses fins sans que nous le sachions ou le voulions ; et nous, comme il est souvent advenu, nous accepterons et soutiendrons ce journal même si nous ne le plaçons pas, même si nous ne trouvons qu'il est préjudiciable à la cause, parce que nous serons impuissants à en faire un qui représente mieux nos idées.

Ainsi donc l'organisation, loin de créer l'autorité, est le seul remède contre elle et le seul moyen pour que chacun de nous s'habitue à prendre une part active et consciente au travail collectif, et cesse d'être un instrument passif dans les mains des chefs.

On peut ne rien faire du tout et rester tous dans l'inaction complète, alors certainement il n'y aura ni chefs de troupes, ni commandants ni commandés, mais alors disparaîtront la propagande, le parti, et aussi les discussions sur l'organisation... et cela, nous l'espérons, n'est l'idéal de personne.

### II. — LE PROGRAMME

(Tiré d'un article de « L'Agitazione » d'Ancone, n° 14, 11 juin 1897)

« ...Si parti signifie l'ensemble des individus qui ont une tâche commune et qui s'efforcent de réaliser cette tâche, il est naturel que ceux-ci s'entendent, unissent leurs forces, se partageant le travail et prenant toutes les mesures jugées aptes à réaliser cette tâche. Rester isolés, agissant et voulant agir chacun pour son compte sans s'entendre avec les autres, sans se préparer, sans unir en un faisceau puissant les faibles forces des isolés, signifie se condamner à l'impuissance, perdant son énergie dans de petits actes sans efficacité et très vite perdant la foi dans

le but et tombant dans l'inaction complète.

Et d'abord se présente l'objection, pour ainsi dire préjudiciable : « Mais de quel parti s'agit-il ? » et l'on dit ainsi : « Nous ne sommes pas un parti, nous n'avons pas de programme ».

Et avec cette forme paradoxale, on entend dire que les idées progressent et changent continuellement et que nous ne voulons pas accepter un programme fixe qui peut être bon aujourd'hui, mais qui sera certainement dépassé demain.

Cela serait parfaitement juste s'il était question d'études se pro-

posant la recherche du vrai sans se préoccuper des applications pratiques. Un mathématicien, un chimiste, un psychologue, un sociologue peuvent dire qu'ils n'ont pas de programme ou qu'ils n'ont que celui de rechercher la vérité : ils veulent connaître ; nous voulons faire quelque chose. Mais anarchisme et socialisme ne sont pas des sciences : ils sont des propositions, des projets qu'anarchistes et socialistes veulent mettre en pratique et qui pour cela ont besoin d'être formulés en programme déterminé. La science et l'art de la construction progressent tous les jours, mais un ingénieur qui veut construire ou bien démolir, doit faire son plan, rassembler ses moyens d'action et agir comme si la science et l'art s'étaient arrêtés au moment où il les a trouvés quand il a commencé son travail. Il peut très bien arriver qu'il puisse utiliser de nouvelles acquisitions faites au cours du travail sans renoncer à la partie essentielle de son plan, et il peut même

se faire que les nouvelles découvertes et les nouveaux moyens créés par l'industrie soient tels qu'il voit la nécessité d'abandonner tout et de reprendre au départ. Mais en recommandant, il aura besoin de faire un nouveau plan basé sur ce qui est connu jusqu'à ce moment et il ne pourra concevoir et mettre à exécution une construction sans forme, avec des matériaux non préparés, pour la raison que demain la science pourra suggérer des formes meilleures et l'industrie fournir des matériaux mieux fabriqués.

Nous entendons, par parti anarchiste, l'ensemble de ceux qui veulent concourir à réaliser l'anarchisme, et qui pour cela ont besoin de se fixer une tâche à accomplir et une route à suivre, et nous laissons volontiers à leurs éducations transcendantales les amateurs de la vérité absolue et du progrès continu, qui ne soumettent jamais leurs idées à l'épreuve des faits, finissent par ne plus rien faire ni découvrir. »

### III. — LA LUTTE AU SEIN DES MASSES

(N° 5 de Art. 248 d'Ancone, 4 février 1894)

« La révolution ne se fait pas avec quatre chats. Des individus et des groupes isolés peuvent faire un peu de propagande, des coups audacieux, des bombes et des choses du même genre... peuvent attirer l'attention publique sur les souffrances des travailleurs et sur nos idées, peuvent se donner l'air de vengeurs du peuple, peuvent se débarrasser de quelque puissant obstacle, mais la révolution ne se fait que quand le peuple descend dans la rue. Et si nous voulons la faire, il est nécessaire d'attirer à nous la foule, le plus de foule possible.

Et cette tactique de l'isolement est aussi contraire à nos principes et au but que nous nous proposons :

La révolution, comme nous la voulons, doit être le commencement de la participation active, directe, véritable, des masses, c'est-à-dire de tous, à l'organisation et à la gestion de la vie sociale.

Aussi impossible que cela soit, si la révolution pouvait être faite par nous seuls, cela ne serait pas la révolution anarchiste parce qu'ensuite nous serions, nous les maîtres et le peuple, désorganisé et quasi impuissant et inconscient, attendrissant nos ordres. Et alors tout l'anarchisme se réduirait à une vaine déclaration de principes tandis qu'en pratique ce serait toujours une petite fraction qui se servirait de la force aveugle de la masse inconsciente et soumise

pour imposer ses propres idées, et ceci est l'essence même de l'autorité.

Allons au peuple : c'est l'unique voie de salut. Mais n'y allons pas avec la morgue prétentieuse de gens qui croient posséder le verbe infallible et qui, méprisant tout du haut de leur prétendue infallibilité, ne répandent pas leurs idées. Allons-y pour fraterniser avec les travailleurs, pour lutter avec eux, pour se sacrifier pour eux. Pour avoir le droit, pour avoir la possibilité de réclamer au peuple l'élan et l'esprit de sacrifice nécessaires pour les grandes journées de batailles décisives, il est nécessaire d'avoir fait ses preuves, il est nécessaire de s'être montrés les premiers par le courage et par l'abnégation dans les petites luttes quotidiennes. Entrons dans toutes les associations ouvrières, créons-en la plus possible, provoquons des fédérations de plus en plus vastes, soutenons et organisons des grèves, propagons par tous les moyens l'esprit de coopération et de solidarité entre les travailleurs. L'esprit de résistance et de lutte.

Et gardons-nous de nous décourager parce que souvent les travailleurs ne comprennent pas et n'acceptent pas toutes nos idées et sont sujets aux vieilles habitudes et aux vieux préjugés.

Nous ne pourrions et nous ne voulons attendre pour faire la révolution que les masses soient devenues socialistes anarchistes avec pleine conscience. Nous savons que tant que dure l'actuelle organisation économique et politique de la société, l'immense majorité du peuple est condamnée à l'ignorance et à l'abrutissement et n'est capable que de rébellions plus ou moins aveugles. Il faut détruire cette organisation actuelle en faisant la révolution comme cela se peut, avec les forces que nous trouvons dans la vie réelle.

A plus forte raison ne pouvons-nous attendre, pour organiser les travailleurs, que ceux-ci soient d'abord devenus anarchistes. Comment ferons-nous pour les faire devenir anarchistes si nous les laissons seuls, avec le sentiment d'impuissance qui vient de leur isolement ?

Comme anarchistes, nous devons nous organiser entre nous, entre gens parfaitement conscients et d'accord : et autour de nous, nous devons organiser en associations larges, ouvertes, le plus de travailleurs possible, les acceptant tels qu'ils sont, en nous efforçant de les faire progresser le plus qu'il est possible.

Comme travailleurs, nous devons être toujours et partout avec nos camarades de peine et de misère. »



## Ma vie de torero

par Sidney FRANKLIN

Les manifestations épileptiques des foules sportives à l'apparition d'un gros bras ou d'un gras-du-mollet, les transes ovariennes des mal-contentés de la vue de leur cabot-à-ces-membrures ou du goudailler le plus stupide du moment, ne sont que balbutiements de foies-blancs comparés au délire fanatique qu'une partie des peuples latins réservent aux dieux de l'arène, aux toreros.

Il faut avoir entendu leurs cris-meurs, leurs injures, leurs cris d'amour, il faut les avoir vu trépaner, sauter, s'arracher les cheveux, déchirer en petits morceaux ce qu'ils tiennent en main, pour se faire une idée de l'équilibre intellectuel d'une partie de nos semblables.

Il est des aficionados plus calmes, mais tous descendent en ligne directe de ces distingués esthètes romains qui savaient apprécier l'élégante virilité avec laquelle un bon gladiateur arrachait les tripes du ventre de ses collègues malheureux, de ces bons papas-gâteaux qui emmenaient, le dimanche, leur petite famille contem-

pler avec ravissement les lions boulotter leur tranche de chrétien ou de barbares.

Spectacle du cirque, du ring, de l'arène : il faut aimer ça, comme le disait, déjà, les lions précités.

Et après tout, si la sauvagerie de certains de nos confrères bipèdes a besoin d'un exutoire autant vaut qu'ils dégoûtent leurs complexes sur un gradin d'arène plutôt que d'arracher les pattes des mouches, de dresser leurs enfants à coups de tisonnier, ou de s'engager pour l'Indochine.

Ceci dit, le livre du torero Sidney Franklin vaut les cinq cent quarante francs qu'en demandent les libraires : une belle tranche de vie — taillée dans le beef.

Parfois, ce dieu adulé des amateurs de boucherie au détail, laisse paraître un bord de son aurole, mais cela est bien excusable chez une idole couverte d'or et d'honneurs qui par sa seule présence tint des provinces en état d'alerte et bloqua la circulation de diverses villes espagnoles et sud-américaines.

Comparé à d'autres dieux-paons (à un Maurice Chevalier, tenez, par exemple), Sidney Franklin fait preuve d'une absence de prétention bien méritoire et assez sympathique, somme toute.

Cette simplicité jointe à un humour léger, font honneur à un homme qui pour toute pâture intellectuelle « ne lit que le Saturday Evening Post... qu'il finit ordinairement en trois jours, avant alors qu'il n'ait pu lire le numéro suivant ». Hemingway dixit, elles font honneur à Sidney et aussi au nègre qui probablement « rirait » ses mémoires, comme disent les gens dans le coup.

Quoiqu'il en soit, la vie de notre héros valait la peine d'être contée ; elle fourmille d'aventures tragiques, d'accidents comiques : cela n'est pas donné à tout un chacun d'être choisi comme étalon par une tribu de sauvages centre-américains, de servir de diable à un taureau mécontent ; de prendre — pendant 6 mois — Hemingway pour un pisse-copie famélique, de faire naufrage, etc...

J'aurais aimé dire un mot de son départ pour la guerre d'Espagne, à la suite d'Hemingway, mais, les dernières pages du livre sont restées dans les brochures ou dans les presses. J'espère pour les lecteurs éventuels que les « Editions Corréa », réservent leurs ratés aux seuls critiques littéraires qui, après tout, peuvent se faire une juste idée de l'ensemble même si il manque quelques pages à un tel livre.

Par contre, c'est un peu plus difficile pour ce qui concerne les ouvrages du sympathique éditeur Di Dio qui, lui, vient de m'envoyer un paquet de « prières d'insérer », orphelines, les pauvres, des bouquins qu'elles sont censées accompagner — quand même — habituellement.

R. CAVAN.

## Quartier Latin

(Suite de la première page)

décidés à intervenir, excités par leurs chefs. Au carrefour des boulevards St-Michel et St-Germain, les étudiants, stoppés par les policiers, écoutèrent un discours improvisé de leur président Jean-Marc Mousseron. Vers 14 h. 45, les files chargées brutalement, les étudiants ripostèrent, la bagarre s'ensuivit, on emporta des blessés. On entend les réflexions des brutes policières : « S'ils en veulent, on va les servir ». Finalement, une délégation sera autorisée à se présenter au Palais-Bourbon, tandis qu'on dénombre plus de vingt blessés.

Ainsi, le gouvernement perd tout sang-froid devant l'opposition grandissante des enseignants et des étudiants. Le refus du budget, insuffisant de l'Education Nationale par l'Assemblée Nationale, deux fois de suite, sous la pression des syndicats de l'enseignement, a mis les ministres en difficulté. Et leur peur des réactions populaires s'est manifestée mardi devant la puissante démonstration des étudiants.

Ceux-ci ont montré qu'ils étaient décidés à l'action, qu'ils se plaçaient même à l'avant-garde de l'action revendicative des Enseignants dont les responsables réformistes freinent la volonté de lutte. Les événements du 15 décembre auront contraint ces dirigeants à prendre position. La « température » monte dans l'enseignement. Une nouvelle grève devient désormais possible si le gouvernement s'obstine à refuser tout crédit important.

Les protestations contre les brutales méthodes de la police, de nouveau, c'est dans ce sens que nos camarades communistes-libertaires instituteurs et professeurs, solidaires de leurs camarades des Facultés, agissent dans leurs assemblées syndicales.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de Librairie, consultez toujours le dernier numéro du journal paru. Les prix indiqués sont compris, franco de port. L'achat direct à notre Librairie entraîne une réduction de la valeur du prix des tarifs postaux.

### THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme libertaire	G. Fontenis ... 70
La Révolution inconnue	Voline ... 520
Révolution sociale ou Dictature militaire	Bakounine ... 245
Histoire de la Commune	Lissagaray ... 645
Histoires des Bourses du Travail	Pelloutier ... 345
Principes fédéralistes	Proudhon ... 230
Le Socialisme romantique	Ovane ... 345
Histoire du Mouvement ouvrier	Dolléans ... 970
Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (1 <sup>er</sup> t.) 820
	(2 <sup>e</sup> t.) 1420
Mémoires d'un révolutionnaire	V. Serge ... 645
L'affaire Toulouev	— ... 645
Le Manifeste communiste	K. Marx ... 360
Le Feuerbach : sur le Matérialisme historique	Engels ... 290
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat	— ... 285
Anti-Dühring (3 tomes)	— ... 610
L'Allemagne contemporaine 1890-1918	E. Verneil ... 840
	— ... 1000

Jun 36	J. Danos ... 580
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc ... 870
Les expériences syndicales en France de 1939 à 1950	— ... 540
Le parti travailliste de Grande-Bretagne	F. Renaudeau ... 285
La Chine du Nationalisme au communisme	L.-J. Brieux ... 650
Histoire du Viet-Nam	P. Devillers ... 850
Viet-Nam, Sociologie d'une guerre	P. Mus ... 950
Histoire des démocraties populaires	F. Fejtó ... 950
Lénine, Trotsky, Staline	B.-D. Wolfe ... 630
Les Américains	G. Goré ... 390
La tragédie du Marxisme	M. Collinet ... 420
La jeunesse de Lénine	B.-D. Wolfe ... 420
Vie et mort de Staline	Fisher ... 645
Les femmes dans l'histoire	O. Wormser ... 930
Le syndicalisme révolutionnaire	J. Maitron ... 590
Paul Delesalle	C. Berneri ... 410
Guerre de classes	C. Berneri ... 140
Le Juif antisémite	A. Bevan ... 540
Pour vaincre la peur	D. Guirin ... 645
Qu'a le peuple américain ?	R. Robban ... 465
Si l'Allemagne avait vaincu	A. Thérive ... 550
Essai sur les trahisons	— ... 475
Le syndicalisme dans l'enseignement	— t. 2 415

### COLLECTION SPARTACUS

La trahison permanente	M. Ceyrat ... 475
Vie et mort des corporations	J. Jacques ... 415
Jacques Roux, le curé Rouge	M. Pommangeat ... 145
L'ère de l'Impérialisme	R. Louzon ... 90

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »



# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et

## LES LUTTES OUVRIÈRES

Les syndicalistes C.G.T. de la base exigeront une véritable démocratie

Pas de FRONT NATIONAL avec les gaullistes ni avec Daladier, l'insulteur des fusillés mais : FRONT REVOLUTIONNAIRE

DEPUIS son retour officiel à la direction de la C.G.T., Benoît Frachon semble vouloir imprimer une nouvelle orientation à cette organisation.

Intervenant, le 22 novembre dernier, au Congrès des syndicats C.G.T. de la Seine, il désapprouva le mode de désignation des membres de la commission exécutive départementale. Selon les méthodes en honneur à la C.G.T., le Congrès se contentait d'approuver à mains levées la liste qui lui était proposée, liste à laquelle on pouvait ajouter autant de noms que l'on voulait.

En désaccord avec Tollet, Frachon déclara que le respect de la démocratie syndicale exige, à son avis, que le nombre des membres de la commission soit fixé à l'avance et que leur élection ait lieu à bulletins secrets.

Il dit également que les nouveaux élus devaient non seulement représenter leurs syndicats, mais surtout exprimer leurs propres opinions au sein de la C.E.

Et, avant de clore la séance, il insista pour que soient mis à l'ordre du jour du prochain congrès, la révision des statuts et la réforme du mode d'élection.

Après ce premier coup de barre, Frachon devait encore préciser sa position au Congrès National des Cheminots.

Au cours de ces assises, il a notamment déclaré :

« A ceux qui disent que l'unité doit se faire et se fera au sein de la C.G.T., je réponds : Je n'en sais rien. Et je suis sûr que le jour viendra où les délégués de toutes les organisations actuellement dispersées se réuniront pour ratifier une confédération générale unifiée. »

Les grandes lignes d'une orientation nouvelle paraissent donc se dessiner. Comprenez que le succès des luttes futures est conditionné par l'unité des salariés. Frachon envisagerait la réunification du mouvement syndical français dans le respect de la démocratie ouvrière.

Ce n'est pas d'aujourd'hui cependant que les dirigeants de la centrale stalinienne manifestent ce souci de la démocratie syndicale.

Nous avons souligné en son temps la décision du C.C.N. d'avril 1952 qui faisait de la « Force Ouvrière » le journal officiel de la C.G.T.

La résolution du C.C.N. disait entre autres :

« Le C.C.N. demande à tous les militants de veiller scrupuleusement au respect de la démocratie syndicale, à la convocation régulière des conseils, assemblées et congrès syndicaux. Il convient de faire preuve de la plus grande compréhension, de faire de gros efforts d'explication et d'observer la plus grande fraternité dans la discussion entre les syndiqués et dans les contacts avec les travailleurs. »

Mais, dans son intervention, Monmousseau avait précisé au préalable comment il concevait cette démocratie :

« La C.G.T. reflète aujourd'hui les différentes opinions qui sont dans les masses. Dans la C.G.T. on discute librement, depuis le Bureau confédéral jusqu'à la base, entre militants qui peuvent avoir des opinions différentes sur différents aspects d'un problème, mais pour lesquels maintenant l'intérêt de la classe ouvrière domine tout. A dire vrai, il n'y a plus de tendances anticommunistes au sein de la C.G.T. Il n'y a plus de groupes de tendances, la question des luttes de tendance au sein de la C.G.T. est dépassée. »

Cette opinion était confirmée par Jacques Marion qui déclarait :

« Autrefois, il y avait des tendances organisées au sein de la C.G.T. Maintenant, il y a peut-être des nuances d'opinions, des pensées diverses, mais il n'y a plus de tendances organisées et cela représente pour nous tous une victoire sur nous-mêmes. »

Toutes les précautions semblent donc prises pour « contrôler » l'exercice de la démocratie syndicale au sein de la C.G.T., en excluant l'existence d'une minorité organisée.

L'absence de cette minorité organisée explique l'échec, dans de nombreux cas, des comités d'unité d'action préconisés par la C.G.T., où trop souvent les militants unitaires de cette centrale donnent l'impression de vouloir l'unité au sein de leur organisation. Cette position est contraire aux sentiments profonds de la grosse masse des travailleurs qui se tiennent à l'écart de tous les syndicats.

Cette méfiance des salariés explique le faible accroissement des effectifs des syndicats cégétistes, en dépit de leur tactique habile au cours des grèves d'août dernier.

Ces constatations sont peut-être à l'origine des déclarations de Benoît Frachon s'opposant au sectarisme de certains militants, comme Léon Mauvais, qui veulent le regroupement sur le programme de la C.G.T.

Une telle perspective pourrait être pleine d'espoir pour un renouveau du mouvement ouvrier. Mais l'attitude de Frachon peut être dictée par le souci de se concilier les éléments les plus timorés, les plus conservateurs du syndicalisme et, par là même, de rassurer certaines fractions de la bourgeoisie.

Cette dernière condition est indispensable à la constitution du « Front National », préconisé par Maurice Thorez.

Dans ce « Front National », la classe

ouvrière se trouvera liée aux bourgeois radicaux, genre Daladier, aux fascistes gaullistes, et aux magnats de la sidérurgie, c'est-à-dire les marchands de canons, dont les intérêts s'opposent à la politique « européenne ».

En affirmant dans « L'Humanité » : « La classe ouvrière, ses organisations luttent avec énergie contre la ratification des accords de Bonn et de Paris. »

Frachon entend suivre les directives du secrétaire général du P.C.F., et entraîner les travailleurs dans la voie de l'Union Sacrée.

Néanmoins, les perspectives ouvertes par les déclarations du leader cégétiste ne sont pas négligeables. C'est aux syndicalistes révolutionnaires de les exploiter dans l'intérêt des travailleurs.

L'unité syndicale peut devenir une réalité, mais elle doit se faire sur un programme de lutte de classes et de lutte contre l'Etat.

Avec les minoritaires d'accord sur ce programme, les militants communistes libéraux continueront à mener le combat dans leurs syndicats.

La volonté d'unité des travailleurs ne doit pas servir à ceux qui veulent les amener aux renoncements et à la collaboration de classes.

A. FLAMAND.

(1) Voir « Libéraire » n° 311 du 18-4-52.

## Au C.C.N. de la C.G.T.-F.O. Lafond l'Américain a gagné

Le Comité Confédéral National de Force Ouvrière avait à examiner, entre autres questions, deux points importants quant à l'orientation future de la Confédération : la proposition d'un front démocratique et social, faite par le parti socialiste, et le problème européen.

Que la proposition socialiste ait été mise à l'ordre du jour du C.C.N., c'est déjà un signe révélateur de l'état d'esprit des dirigeants F.O.

Bothereau peut bien nous expliquer, dans « Force Ouvrière » du 10 décembre, que :

« Ni le Bureau, ni la Commission Exécutive ne se sont estimés qualifiés pour répondre à cette question à la fois tactique et de principe. »

Nous pensons, bien au contraire, en vertu des principes d'indépendance et des statuts de la C.G.T.-F.O., les responsables nationaux avaient le devoir de repousser les offres de la S.F.I.O.

Mais l'examen par le C.C.N. de ces propositions devait constituer un test. Le résultat du vote est clair : les délégués ne se sont pas prononcés ouvertement contre l'intégration de Force Ouvrière dans le Front démocratique et social, mais ils ont simplement adopté une résolution disant que :

« La C.G.T. Force Ouvrière ne saurait contracter des alliances avec des formations politiques et s'intégrer dans un front politique. »

Si l'alliance avec la S.F.I.O. ou éventuellement toute autre formation politique, se trouve rejetée à priori, il n'en est pas de même des autres ententes proposées aux délégués.

Car Lafond, se doutant que la pilule serait difficilement avalée, s'était replié sur la constitution d'un cartel limité aux seules organisations syndicales et familiales (C.F.T.C., C.G.A., U.N.A.F., etc.).

L'opération a très bien réussi puisque la résolution adoptée ajoute :

« Il appartiendra aux parlementaires et aux formations politiques qui l'accepteront, de le traduire dans les textes de lois qui sanctionnent la volonté populaire. »

Et le tour est joué ; la porte reste ouverte pour la formation du Front démocratique et social, les contacts étant habilement maintenus avec les organisations politiques qui doivent le constituer. Car il est certain qu'on ne peut regrouper les intérêts divergents des petits ou gros propriétaires ruraux de la C.G.A. et de la classe ouvrière que sur le terrain politique ou d'une communauté idéologique. Et ce rassemblement, dirigé contre les stalinistes et la C.G.T., sera d'idéologie atlantique.

Lafond, l'Américain, a gagné.

La résolution a été adoptée par 57 voix contre 32 et 17 abstentions. Ainsi, près d'un tiers des délégués (32 voix) étaient acquis au Front démocratique et social.

# L'unité des travailleurs est en marche

## De par la volonté commune, elle s'imposera malgré le torpillage des directions syndicales

L'APPEL suivant avait été largement diffusé par les soins du journal « l'Unité ».

« Les unitaires appellent les dirigeants syndicaux de toutes les centrales, les travailleurs syndiqués de toutes tendances et inorganisés à participer à leur réunion où sans se substituer aux organisations constituées, fraternellement et dans le respect de la démocratie, ils discuteront des moyens pour amener les Bureaux Confédéraux et les directions syndicales à organiser les assises nationales pour l'unité d'action syndicale ».

Une réunion groupant un peu plus d'une centaine de militants eut lieu le dimanche 13 décembre.

Une fois de plus nous pûmes constater la carence des grandes centrales C.G.T., C.F.T.C., F.O., Autonomes, qui ne daignèrent pas se faire représenter.

Ce mépris de la volonté ouvrière montré par les dirigeants syndicaux ne fit que renforcer les participants dans leur conviction de l'urgence nécessaire de réaliser l'unité d'action syndicale.

L'idée de l'unité n'est pas nouvelle, le journal « l'Unité syndicale », tribune libre du mouvement syndical, existe depuis plus de trois ans. A la faveur des grèves d'août cette idée a brusquement augmenté d'importance l'absence d'unité s'étant fait sentir avec acuité.

Les camarades présents nous firent part de leur expérience des luttes ouvrières et tirèrent les leçons pratiques et théoriques des récents événements. Enfin, ils affirmèrent leur ferme détermination de réaliser cette Unité envers et contre tout ; avant de se séparer ils votèrent une adresse dont nous publions le texte et après avoir nommé un bureau chargé de réaliser cette unité dans l'indépendance à l'égard de toute centrale, ils décidèrent de convoquer une Assemblée nationale pour le 28 février 1954.

En principe, personne dans les grandes centrales n'est opposé à l'Unité. La C.G.T. en a même fait un de ses thèmes favoris de propagande. Voyons ce qu'il en est dans la réalité.

On se souvient qu'en 1951 Benoît Frachon disait que même si l'accord n'existait pas à la base ou au sommet il est toujours possible de « s'asseoir à la même table et de causer ».

En fait, les dirigeants des grandes centrales n'ont jamais pris de contact sérieux entre eux pour réaliser cette unité. Evidemment ils s'en rejettent les uns aux autres la responsabilité.

Il est impossible de faire l'unité avec les traités de F.O. et de la C.F.T.C., clament les bonzes C.G.T. !

Comment voulez-vous réaliser l'unité avec la C.G.T. qui est l'antichambre du Kremlin, rétorque F.O. !

Et Le Léop de déclarer que la notion de minorité syndicale doit être balayée comme provenant d'éléments bourgeois qui ont peur d'être démasqués. Position éminemment stalinienne... et antidémocratique ! Joubert, lui, a trouvé la solution : l'unité se résoudra lorsque les Russes et les Américains seront d'accord !

Le comité d'unité d'action à la base semblait être une solution, mais ces comités se trouvaient par la force des choses isolés, limités au cadre étroit de l'entreprise, sans liaison entre eux, et lorsque les militants demandaient à leurs organisations de jouer ce rôle directeur, on leur répondait : « Débrouillez-vous ! »

Le comité d'unité d'action à la base constitué sans action, sans formule précise, ne peut fonctionner, il est mort-né.

L'unité d'action à la base sans l'unité au sommet est un leurre. Peut-être s'agit-il pour la direction C.G.T. de démontrer aux ouvriers qu'ils sont incapables de s'organiser eux-mêmes, de susciter « l'anarchie » aux comités d'unité, de leur faire perdre confiance en eux-mêmes et partant de les rendre plus dociles aux mots d'ordre du P.C.F.

Ce qui a manqué en août, c'est un comité central de grève. L'expérience a montré que partout où une liaison entre les comités d'unité d'action amenant la création d'un comité central de grève à l'échelon local fut réalisée, les résultats ont été payants.

Nantes le Comité central de grève prend la relève des services publics, assure l'ordre, le ravitaillement, la sécurité. Il se substitue aux pouvoirs publics, il publie une affiche déclarant nulles et non avenues les décisions de la préfecture.

Le 6 octobre, la C.G.T. seule, organise une journée de lutte à l'occasion de la rentrée parlementaire : la journée est un échec, les travailleurs, même ceux de la C.G.T. refusent de livrer le combat sauf à Caen où l'unité avait été réalisée.

Le 15 octobre F.O., seule, organise une grève de 24 heures des tramontains dans toute la France : échec complet sauf à Rouen où la grève est totale, l'unité de tous les syndicats étant réalisée sur le plan local.

Quatre millions de travailleurs en grève en août n'ont pas obtenu satisfaction parce qu'il y avait pas de direction unique de la grève.

Le but des promoteurs de mouvement pour l'unité est non pas de créer un nouveau syndicat mais de réaliser une réelle unité d'action des travailleurs en réunissant des comités d'action unis de militants de diverses appartenances syndicales ou politiques non pas uniquement à la base mais encore à l'échelon local, régional, national.

Pour être réellement démocratiques, pour être facilement acceptés par tous, ces comités doivent être paritaires, c'est-à-dire admettre une représentation égale pour toutes les tendances.

Cette ossature une fois constituée ne prendra réellement vie que dans l'action. Sous la pression implacable des faits elle sera peut-être amenée à dépasser le cadre étroit du syndicalisme, devant

nant comité national de grève, voire dans un avenir que nous espérons prochain, comité révolutionnaire.

Et cela les directions syndicalistes ne le veulent pas, c'est pour cela qu'elles sabotent l'unité.

Le syndicat C.F.T.C. de Caen a été dissous parce qu'unitaire. Des militants F.O. et C.G.T. ont été exclus pour avoir participé à des mouvements unitaires.

Le « Comité d'unité d'action du 13 » qui a pris naissance sous la pression de la base fut transformé par la C.G.T. en « Comité de coordination du 13 », puis détourné en « Comité de solidarité » si bien que maintenant il a perdu sa raison d'être.

La séance fut levée non sans que l'assemblée eût pris les décisions importantes relatives plus haut.

Les communistes libéraux ne peuvent que saluer avec sympathie ce pas en avant vers la réalisation de la vérité de l'expérience, prend les mesures indispensables pour les luttes futures.

EN AVANT POUR L'UNITÉ !

Michel HULOT.

## IV. — Crise économique, chômage bas salaires, guerre : Cadeaux centenaires du système capitaliste

Pourquoi cette crise est-elle irrésoluble ?

Nous avons vu que la crise économique classique ne pouvait être évitée qu'en transformant progressivement les usines de produits de consommation en usines de guerre, mais que, d'autre part, ceci ne pouvait se faire qu'en réduisant continuellement le niveau de vie des travailleurs. La crise économique éclate normalement lorsque les travailleurs ne peuvent plus être pressurés davantage, donc que toute réalisation de plus-value accumulée devient impossible par la voie de l'Etat. La crise crée le chômage dû à l'accumulation des stocks, tant des produits de consommation que ne peuvent plus être achetés ni par les ouvriers, ni par les paysans, que des produits de guerre que l'Etat ne peut plus acheter car le chômage et la crise accroissent encore la diminution des impôts.

Seulement, cette fois, la ressource de la conversion de l'économie de paix en économie de guerre est impossible puisque cette dernière est déjà arrivée à bout. Arrivé à ce stade le système capitaliste devient totalement incapable de gérer la société : il crée toutes les conditions objectives de la révolution sociale : conditions économiques de crise aiguë qui entraîne avec elle le niveau de vie misérable, la mise en chômage brutale et par conséquent l'insécurité, qui sont les conditions sociales optimales de l'action révolutionnaire des masses.

Si la crise n'a pas encore éclaté brutalement en France, c'est dû au soutien financier des U.S.A. à l'Etat français. Mais déjà, ce pays lui-même est menacé par la crise. L'Etat se trouve en possession de stocks formidables de matériel de guerre et de produits agricoles et les travailleurs commencent à se dresser contre les impôts chaque jour plus excessifs, réduisant d'autant leur pouvoir d'achat.

Contrairement à ce que disait

Sauvy dans « Combat », les U.S.A. sont à nouveau irrémédiablement acculés à une crise économique.

L'importance de toute cette démonstration réside surtout dans le fait qu'elle démontre incontestablement l'incapacité de l'économie capitaliste de trouver un moyen quelconque d'éviter les crises. L'économie de guerre retarde la crise mais celle-ci n'en reste que plus redoutable.

Cependant le capitalisme, qui si la situation continuait à progresser comme aujourd'hui, se verrait bientôt acculé à la ruine finale, donc à la révolution sociale, a encore deux cordes à son arc qui lui font espérer, en une seule, l'une étant l'aboutissement logique de l'autre.

C'est tout d'abord renforcer le pouvoir d'Etat et permettre ainsi à celui-ci d'exploiter davantage les travailleurs tout en créant une idéologie fasciste de guerre dans les masses (Mac Carthysme aux U.S.A. - Gaulisme en France).

C'est ensuite la guerre pure et simple qui, aujourd'hui, bien qu'incapable de résoudre la crise économique latente peut être déclenchée par les capitalistes acculés à toute extrémité.

C'est là qu'entre en jeu le rôle de l'avant-garde révolutionnaire des masses.

Aujourd'hui où le capitalisme en crise provoque une situation de conflits sociaux (grèves d'août), il appartient à l'avant-garde révolutionnaire des travailleurs de libérer ceux-ci des liens réformistes contre révolutionnaires (sociaux-démocrates et stalinistes) qui les entravent. La situation est plus propice qu'elle ne l'a jamais été. Il faut que l'action commune des travailleurs, dirigée par tous les militants organisés autour de l'idéologie et du programme communistes libéraux, renverse la vieille machine pourrie du capitalisme, avant que celle-ci ne crée une nouvelle guerre dont le degré inouï de barbarie permet d'entrevoir un résultat final horriblement qui remettrait peut-être en cause la civilisation elle-même.

Le système capitaliste fournit aujourd'hui la situation et les armes nécessaires pour l'abattre définitivement.

Il est nécessaire de prendre conscience de cette occasion, il est nécessaire de la saisir. L'histoire ne se renouvelle malheureusement pas et si les révolutionnaires et derrière eux tous les travailleurs manquent encore une fois à leur mission historique, le capitalisme à l'agonie peut conduire l'humanité à la destruction et à la barbarie.

FIN

P. PHILIPPE.

## UNIS DANS L'ACTION

### Les ouvriers du Comptoir Lyon Alemand sauront imposer leurs volontés

La progression de l'activité industrielle n'a cessé de s'accroître au cours des derniers exercices au Comptoir Lyon Alemand, Marret, Bonnin, Lebel et Guien réunis. Le bénéfice net avoué est passé de 42.015.000 francs en 1948 à 129.128.000 francs en 1950 et à 214.036.700 francs en 1952 exercice pour lequel le dividende a été fixé à 550 francs net contre 500.

Le pouvoir d'achat du personnel n'a pu suivre la même courbe.

D'autre part les efforts soutenus dans le rajustement des usines se sont doublés de la mise en œuvre d'un important programme d'extension des fabrications. Grâce aux équipements nouveaux, les prix de revient ont été abaissés. Les services techniques ont poursuivi leurs travaux tendant à l'amélioration du rendement et à la formation de nouvelles activi-

tés dont la mise au point est activement étudiée par les laboratoires.

La situation financière est excellente et la gestion particulièrement prudente (surtout envers le personnel). Tout en pratiquant chaque année des amortissements massifs, la société s'est constituée des réserves et des provisions considérables. D'autre part ses risques sont très divisés. Le journal du soir qui a publié ces informations conclut en déclarant que les actionnaires auront intérêt à participer à l'opération annoncée. On comprend ça... Mais pas un mot sur les ouvriers du C.L.A. Pas un mot pour dire que cette opération et les bénéfices considérables réalisés ont contribué à augmenter la misère du personnel de la Société. Chacun jugera...

Il y a aussi le scandale des piastres dont il est question depuis longtemps. Le C.L.A. est lié à la Banque d'Indochine, qui détient la majorité de ses actions. Il paraît qu'en 1950 la Banque d'Indochine s'est heurtée à un groupe de concurrents, le chef de ce groupe qui menaçait de faire poursuivre les dirigeants de la Banque a touché 800 millions (coquet minimum vital quand même).

Qu'en pensent les travailleurs qui, lorsqu'ils réclament une augmentation de salaire de 25 francs ou le point à 250 francs se heurtent à un refus ?

La Direction prétend que les affaires vont mal et qu'il n'est pas possible de nous donner satisfaction. La prime de fin d'année sera inférieure à celle de l'an passé, etc., etc.

Répetons-le, la maison peut payer. C'est dans l'action que nous nous unissons pour arracher notre dû. Les camarades communistes libéraux feront tout ce qu'il faudra pour cela !

(Correspondant.)

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-9. F. RAOULON, imprimeur.

Hier, les patrons boulangers ont décidé de fermer leur boutique, afin d'obtenir de leur gouvernement, une marge bénéficiaire plus ample pour les frais et impôts qui les accablent, et en bons résultats qu'ils sont, demandent une élévation substantielle du salaire de leurs ouvriers.

Chaque boutique était placardée d'une affiche, pour avis à la clientèle de la fermeture, avec toutes les pleurnicheries habituelles du commerçant qui perd tous les jours de l'argent. Ce sont tous des Crésus, ces pauvres margoulin.

Ils ont trouvé d'ardents défenseurs, ces pauvres petits commerçants, en la personne des leaders fédéraux de l'alimentation de la C.F.T.C., tel en fait foi le communiqué que ces très bonnes âmes pieuses ont remis à la presse.

Ils trouvent justes les revendications des patrons, mais oublient de nous dire ce qu'en pense véritablement le syndiqué de base de la C.F.T.C. devant les pantalonnades de ses dirigeants.

Ne trouvez-vous pas, camarades de la base C.F.T.C., qu'il y a des coups de pied qui se perdent... et qu'un bon balayage est urgent en haut lieu. Vos dirigeants vous prennent pour des « cochons de payant ».

Jean LEMOINE.

## Nouvelles internationales

### L'Italie paralysée par la grève des fonctionnaires

Le pourcentage des employés et des fonctionnaires ayant observé les consignes de grève est très variable suivant les catégories. C'est ainsi que dans les chemins de fer la grève est presque générale. A Turin, par exemple, 95 % des cheminots ne se sont pas présentés au travail ce matin et cinq trains ont circulé sur quatre cents environ.

Dans les P.T.T., il semble que les consignes de grève aient été un peu moins suivies. Les communications interurbaines se sont améliorées en fin de matinée et certains guichets sont ouverts au public. A Turin, le pourcentage des grévistes avoisine 70 %. Dans la région de Florence, 80 %.

### New-York sans boueux

Les boueux employés par des entreprises privées d'enlèvement des ordures ménagères à New-York se sont mis en grève pour soutenir leur demande de hausse de salaire de 10 dollars par semaine et autres améliorations des conditions de travail.

Ces boueux appartiennent à un syndicat local de l'American Federation of Labor. Les 500 entreprises pour lesquelles ils travaillent assurent l'enlèvement des ordures dans 225.000 établissements commerciaux : restaurants, hôtels, grands magasins, parcs, quai, hôpitaux, usines, etc...